

**Nations unies - Lac Tchad -  
Intervention du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 22 mars 2018)

Monsieur le Président,

Je voudrais tout d'abord remercier les Pays-Bas d'avoir pris l'initiative d'organiser ce débat essentiel sur les relations entre eau, paix et sécurité dans la région du Lac Tchad, une région qui est une priorité de tout premier plan pour la France.

Je remercie chaleureusement la vice-Secrétaire générale, Amina Mohammed, le représentant de la Commission du bassin du Lac Tchad, Mohammed Bila, et la représentante d'Adelphi, Chitra Nagarajan, pour leurs présentations aussi importantes qu'éclairantes.

Je suis heureux de saluer également le représentant du Nigéria.

Monsieur le Président,

Le développement de la région du Lac Tchad passe d'abord et avant tout par la sécurité, condition nécessaire, à défaut d'être suffisante, du développement. Aussi la France soutient-elle activement l'action des pays de la région du Bassin du Lac Tchad, unis dans la force multinationale mixte contre Boko Haram. Leurs efforts conjoints ont permis de gagner du terrain et d'enregistrer des victoires importantes contre l'organisation terroriste.

Toutefois, la menace terroriste continue de peser sur les pays de la région et leurs populations, comme le montre le bilan tragique des multiples attaques intervenues au cours des derniers mois tant contre les civils que contre les forces de sécurité. Nous avons été profondément choqués par l'enlèvement de 110 lycéennes à Dapchi le mois dernier, mais nous nous réjouissons de la libération d'un grand nombre d'entre elles annoncée cette semaine. Nous condamnons aussi l'attaque d'hier contre des soldats nigériens dans la région de Birnin Gwari. Mais ce ne sont là malheureusement que quelques exemples parmi beaucoup d'autres. Nous dénonçons également avec la plus grande fermeté les violations très graves des droits de l'Homme commises à l'encontre d'enfants, notamment leur recrutement en tant qu'enfants-soldats et leur utilisation comme "bombes humaines", qui sont susceptibles de constituer des crimes relevant du Statut de la cour pénale internationale.

Devant la persistance et les mutations du fléau terroriste, le soutien de la Communauté internationale reste donc plus que jamais nécessaire et doit être poursuivi. Ce soutien va de

pair avec certaines responsabilités : la lutte contre le terrorisme ne saurait en aucun cas s'accompagner de violation des droits de l'Homme. L'action des pays de la force multinationale mixte doit respecter les dispositions pertinentes du droit international. Nous saluons les efforts des pays de la région pour que les anciens combattants terroristes fassent l'objet de procès et de mesures de réinsertion. La voie du droit est essentielle pour la réconciliation et la démobilisation de personnes qui, dans de nombreux cas, ont adhéré au groupe terroriste sans réelles motivations idéologiques.

Monsieur le Président,

Nous savons que la réponse à la crise de la région du Bassin du Lac Tchad ne peut être uniquement de nature sécuritaire. Pour y apporter une solution durable, nous devons poursuivre nos efforts afin de remédier aux causes profondes de la crise, en y apportant une réponse intégrée. C'est l'enseignement central de la mission qu'a effectuée le Conseil de sécurité voilà un an. Et c'est cette approche intégrée conjuguant sécurité, développement et droits de l'Homme qu'ont consacrée la résolution 2349 adoptée en mars dernier et la déclaration du Président du Conseil de sécurité du mois de janvier.

La région du Lac Tchad doit aujourd'hui faire face à de fortes contraintes : la superficie du lac a diminué de moitié depuis les années cinquante, l'environnement fertile du lac attire les populations voisines et soumet cet espace à une forte pression démographique. La situation tend aujourd'hui à s'aggraver, ce qui a des conséquences durables sur les activités économiques locales telles que l'agriculture et la pêche. L'insécurité alimentaire, la rivalité dans l'accès à l'eau et les tensions sociales menacent aussi bien les communautés hôtes que les populations déplacées et risquent de contribuer à une augmentation des conflits régionaux.

En cette Journée mondiale de l'eau, je voudrais insister sur l'importance de la ressource hydrique pour la sécurité et la stabilité dans la région du Lac Tchad.

L'eau ne doit en aucun cas être une source de division mais doit, au contraire, être un facteur de coopération entre les Etats. C'est l'un des grands défis de notre génération. Et c'est dans cette perspective que la France poursuivra ses efforts pour renforcer les outils de gouvernance locale tels que la Commission du bassin du Lac Tchad, et renforcera ses projets d'aide au développement, via l'Agence française de développement notamment.

Monsieur le Président,

Je voudrais enfin rappeler que nos efforts de stabilisation dans la région doivent aussi porter sur les enjeux humanitaires et de protection des civils.

Premièrement, la gravité de l'urgence humanitaire à laquelle continue de faire face la région doit nous inciter à renforcer nos efforts pour soutenir des pays qui sont en première ligne dans la lutte contre le terrorisme et qui accueillent un nombre considérable de déplacés internes et de réfugiés. La gravité de la crise humanitaire que connaissent actuellement les pays du Bassin du Lac Tchad appelle la mobilisation de tous, notamment à travers un soutien au Plan de

réponse humanitaire pour la région récemment lancé par les Nations unies. La France agit concrètement dans cet objectif, avec un effort financier de 14.5 millions d'euros d'aide humanitaire en 2017 et la mise en oeuvre de l'initiative Lac Tchad pour l'autonomisation des populations déplacées et réfugiées pour un engagement total de la France de plus de 36 millions d'euros.

Deuxièmement, la lutte contre le terrorisme doit s'accompagner d'une exigence sans cesse renouvelée en matière de protection des civils. Il s'agit notamment d'assurer la sécurité pérenne des populations face à Boko Haram et d'accompagner le retour volontaire et durable des personnes déplacées ou réfugiées, là où les conditions sécuritaires le permettent. La question des femmes réfugiées et déplacées doit également trouver des réponses concrètes et immédiates, pour lesquelles elles doivent être pleinement consultées.

Monsieur le Président,

Je souhaiterais conclure mon intervention en rappelant la nécessité impérieuse de décroiser les approches entre les questions de développement durable, de gouvernance, de droits de l'Homme et celles de paix et de sécurité. La dégradation environnementale, et en particulier la raréfaction des ressources en eau dans la région du Lac Tchad illustrent avec une force particulière cet impératif d'une approche intégrée de la prévention des conflits, qui est au coeur de la stratégie de réforme du Secrétaire général et qui recueille notre plein et entier soutien. La prévention des conflits est l'un des enjeux essentiels de notre temps, dont l'importance ne fera que croître au cours des années qui viennent.

À cet égard, conformément à la résolution 2349 et à la PRST de janvier sur l'Afrique de l'ouest et le Sahel, nous encourageons l'adoption, par les gouvernements et par le système des Nations unies, de stratégies appropriées d'évaluation et de gestion des risques, face aux facteurs déstabilisateurs liés à la dégradation de l'environnement, à la désertification et au changement climatique.

Dans la région du Lac Tchad, il y a urgence à passer de la parole aux actes. Les engagements doivent se traduire en actions concrètes. Soyez assurés de l'engagement résolu de la France en ce sens.

Je vous remercie./.